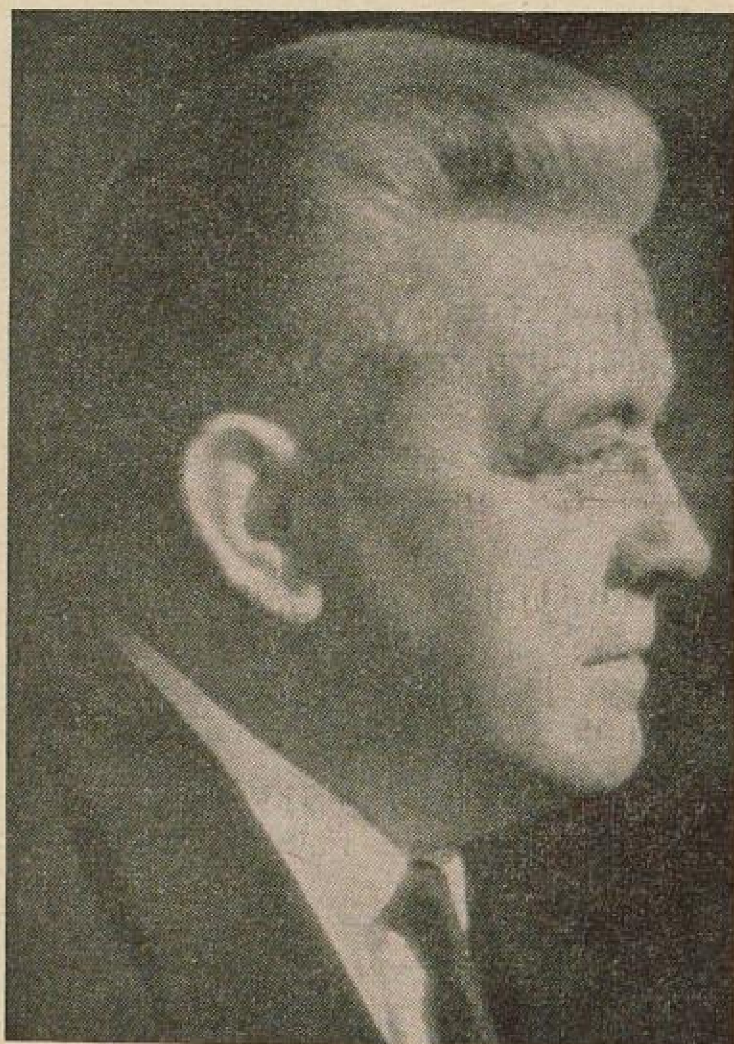
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967



Deuxième Circonscription — MONTLUÇON

Le Parti Socialiste (S.F.I.O.)
présente à vos suffrages
sous l'égide de la Fédération
de la Gauche Démocrate et Socialiste

Jean NÈGRE

Maire de Montluçon
Secrétaire du Conseil Général de l'Allier
Secrétaire de la C.O.D.E.R. « Auvergne »
Vice-Président
de la Fédération Hospitalière de France

Député sortant



et son suppléant

Emile CHABRIDON

Maire d'Huriel

Citoyennes, Citoyens,

En novembre 1962, vous m'avez désigné, à une énorme majorité, pour vous représenter au Parlement.

Sensible à la confiance que vous m'aviez témoignée, j'ai tout mis en œuvre pour la mériter.

Je me suis trouvé intimement associé aux problèmes qui, chaque jour, vous préoccupent, vous inquiètent, sur le plan général comme sur le plan personnel.

Il a été donné à un très grand nombre d'entre vous de solliciter mon concours, de me confier ses difficultés, ses soucis et ses peines...

Je vous ai aidés au maximum.

Négligeant les miens, négligeant mes amis, j'ai consacré tout mon temps, toutes mes forces à la défense des intérêts de ma Ville et des Communes de la Circonscription.

Partout, je me suis employé à « servir » de mon mieux.

Je sollicite aujourd'hui le renouvellement de mon mandat.

Vous avez été largement informés tout à la fois de l'action que j'avais menée au cours des quatre ans qui viennent de s'écouler et de celle que je poursuivrai si vous êtes d'accord pour m'accorder à nouveau votre confiance.

C'est pourquoi je rappelle seulement les grandes lignes de notre programme :

POLITIQUE GENERALE

— Défense des **libertés publiques** et des **droits individuels.**

— Préservation des **institutions républicaines.**

— **Retour à l'équilibre des pouvoirs** (le Gouvernement doit déterminer et conduire la politique de la Nation ; le Parlement doit légiférer et contrôler le Gouvernement ; le Président de la République doit être un arbitre, et non un homme de parti).

— Indépendance et objectivité de l'**information**.

— Défense des **collectivités locales.**

— Réalisation d'**économies** dans le budget de l'Etat (crédits militaires et force de frappe - dépenses de prestige).

POLITIQUE ECONOMIQUE

— **Aménagement rationnel du territoire** (clef de l'expansion).

— Accroissement des **investissements.**

— **Priorité absolue** accordée à certains équipements (construction - transports - routes et chemins ruraux - téléphone - adductions d'eau - électrification des écarts).

— Politique de **plein emploi**.

— Organisation des **circuits commerciaux.**

— Recherche des conditions d'une **exportation compétitive**.

— **Tarifs de transport préférentiels** pour les régions géographiquement ou économiquement défavorisées.

— **Assouplissement du crédit,** notamment pour les commerçants.

POLITIQUE AGRICOLE

— **Restructuration** des exploitations.

— **Développement** de la **coopération** et de l'**équipement collectif.**

— Modernisation de la **production.**

— Orientation vers des **productions de qualité.**

— Réorganisation des **marchés** et des **circuits de distribution.**

— Application d'une **politique de prix garantis** (indexation).

— **Mise à parité** des agriculteurs avec les autres catégories.

— **Modernisation de l'habitat** (prêts).

— Possibilité réelle d'accession des jeunes à la **gestion des exploitations.**

POLITIQUE FISCALE

— **Simplification** de la fiscalité.

— **Relèvement de l'abattement à la base** pour l'**impôt sur le revenu.**

— **Exonération** de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants agricoles.

— **Réforme de la patente.**

— **Simplification de la TVA.**

— **Détaxation** des produits de consommation courante (impôt indirect).

— Réforme des **droits de succession** au profit des héritages modestes.

— Lutte contre la **fraude fiscale.**

POLITIQUE SOCIALE

— **Priorité au logement social.**

— Logement des **jeunes travailleurs** (foyers).

— Augmentation du **pouvoir d'achat.**

— Suppression des **abattements de zones de salaires.**

— Augmentation et uniformisation des **Allocations familiales.**

— Défense de la **Sécurité Sociale.**

— Couverture sociale pour **tous les Français,** avec véritable conventionnement à **80 %.**

— Extension et modernisation du **secteur public hospitalier.**

— Augmentation massive des financements destinés à la **recherche,** et en particulier à la **lutte contre le cancer.**

— **Large action en faveur des vieux travailleurs et des personnes âgées** (Abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite - Egalité de traitement pour les anciens travailleurs citadins et ruraux - Remplacement des diverses allocations actuellement versées par une **allocation nationale,** de taux unique et de niveau décent - Indexation des rentes viagères - Création de maisons de retraite).

— Crédits pour la **réadaptation des handicapés.**

— Indemnisation des **rapatriés** pour spoliation de biens.

— Rétablissement immédiat de tous les droits des **Anciens Combattants.**

— Amélioration de la situation des **Victimes de guerre.**

POLITIQUE SCOLAIRE

— **Priorité à l'éducation nationale** (précieux « investissement à terme »).

— **Relèvement massif des crédits** pour construction de classes, d'Universités, d'Instituts, de Laboratoires.

—Rattrapage de l'**Enseignement technique** à assurer à tous les niveaux.

— Développement de l'**enseignement agricole.**

— **Démocratisation** de l'enseignement.

POLITIQUE EN FAVEUR DES JEUNES

— Création des conditions d'une bonne **orientation professionnelle.**

— **Allocations** aux étudiants.

— **Logement** des étudiants.

— **Adaptation** de la jeunesse au marché de l'emploi.

— Développement des **équipements sportifs** et **de loisirs.**

— Abaissement de la **majorité à 18 ans.**

— Réduction du service militaire à **8 mois.**

POLITIQUE EXTERIEURE

— Défense de la **paix.**

— Large **ouverture de la France** vers les autres **Nations.**

— Présence active dans les **Organisations internationales.**

— Création d'une **« Europe Unie »,** regroupant tous les Etats en une communauté de droit.

— Institution d'un **Office Européen de la jeunesse.**

ELECTRICES, ELECTEURS,

- Si, dans son mouvement général, ce programme reçoit votre accord,
- Si vous estimez qu'au cours de la dernière législature, j'ai convenablement rempli mon mandat,
- Si vous me jugez digne de continuer à assurer la défense de vos intérêts, de ceux de la Circonscription, du Département et du Pays.

Alors, le **5 Mars,**

vous m'apporterez le **témoignage massif de votre confiance renouvelée.**

Jean NÈGRE, titulaire. **Emile CHABRIDON, suppléant.**

Vu : Les Candidats

ATTENTION ! Ne rayez pas un des deux noms, ne le remplacez pas par un autre : votre bulletin serait NUL.

Typocentre - Montluçon